

## SÉCURITÉ DE LA SANTÉ, LOGEMENT, TRANSPORT, POUVOIR D'ACHAT, ÉCOLE, FORÊTS...

# LA HAUTE-MARNE MALADE DE L'AUSTÉRITÉ

## UNE HUMILIATION

**MARIE-ROSE PATELLI**, syndicat CGT des retraités de Chaumont

La pauvreté en France : une humiliation infligée à 10% de la population, selon le Secours catholique. La Haute-Marne n'est pas épargnée bien au contraire !

Pendant que les chaînes de TV multiplient les émissions culinaires, les files d'attente s'allongent devant les centres de distribution alimentaire. En 2020, en France, entre 5 et 7 millions de personnes ont eu besoin d'y recourir. La part des ménages rencontrés, sans ressources financières, atteint 22 %.

Le niveau de vie médian (537 euros) est en baisse et largement en deçà du seuil d'extrême pauvreté (739 euros), ce qui se traduit par autant de privations. "Quand les revenus suffisent à peine à régler le loyer, la santé, les dettes, la pension... ou quand il faut faire face à un imprévu (comme l'arrêt des cantines en 2020), on rogne sur la partie variable des dépenses, à commencer par l'alimentation et le chauffage.

L'explosion actuelle des prix de l'énergie laisse d'ailleurs craindre le pire pour cet hiver", souligne le rapport du Secours catholique publié le 18 novembre. Or ce n'est pas l'aide ponctuelle de 100 €, ni le modique chèque énergie, si utiles soient-ils, qui vont résoudre ce problème, "un revenu minimum permettant de ne pas avoir à choisir entre les loisirs des enfants, le chauffage et l'alimentation." Quoiqu'en disent les chiffres annoncés en légère baisse du taux de pauvreté en Haute-Marne, certains habitants des quartiers populaires de Chaumont ne mangent que grâce aux associations d'aides locales. Et en plus, ils ont froid ! **MR.P**



2 DÉCEMBRE, LES MILITANTS DE CHAUMONT ET LANGRES (CGT ET FO) EN ROUTE POUR MANIFESTER À PARIS

## UN SÉCURITÉ DE LA SANTÉ HAUTE-MARNE TOUT EN TOC...

Et une conférence du Ségur de la santé Haute-Marne en plus. Beaucoup de clinquant et de bla-bla pour nous informer que trois scénarios ont été présentés, loin de toute contestation, lors d'un comité stratégique restreint et à huis clos. Ce que l'on peut résumer ainsi : discutez, discutez, mais interdit de sortir des orientations de restriction budgétaire de l'ARS et du gouvernement. C'est à eux et à eux seuls qu'appartient la décision finale sur un scénario déjà écrit !

Nulle part il n'est question des déserts médicaux, du manque chronique de généralistes et de spécialistes. Bref, une opération marketing menée par un préfet, déjà en campagne électorale pour le candidat Macron.

**ON VOUS EN PARLE EN PAGE 3**

## LE DESSIN DE LA SEMAINE



## VOUS EN REPRENDEZ BIEN UNE DOSE ?

Et si on reprenait nos esprits un instant pour regarder les choses en face, sans s'exposer à être un complotiste ou un antivax primaire ? Et si on se demandait comment il se fait que, avec près de 80% de Français vaccinés et un passe sanitaire qui écarte des lieux publics les "bombes virales"(!) que sont les non-vaccinés, une cinquième vague arrive, avec une troisième dose obligatoire.

Connaissez-vous beaucoup de vaccins qui n'empêchent pas de tomber malade, qui nécessitent trois doses en quelques mois, voire quatre comme annoncé en Israël ?

Comment comprendre qu'un avion qui part d'Afrique du Sud avec des personnes doublement vaccinées et testées négatives arrive en Hollande avec des cas positifs ? Les vaccins, les tests sont-ils obsolètes ?

Et voici "Omicron" que tout le monde surnomme l'Omacron dont on ne sait absolument pas la dangerosité ni si le vaccin a de l'effet sur lui, et l'histoire sans fin se perpétue, la peur envahit les plateaux TV et de nouvelles restrictions pointent à l'horizon.

On nous disait qu'avec deux doses on retrouverait la vie d'avant, eh bien non. Et puis, quelle raison scientifique a raccourci la durée de validité du test PCR de 72 h à 24 h ? Les enfants seront-ils les prochaines cibles prioritaires des VRP de Pfizer ? Macron, bien protégé par son "immunité" présidentielle et son Conseil de défense sanitaire verrouillé, craint, plus que le virus, la colère du peuple et les manifestations qui se multiplient contre sa politique en France et en Outremer. **MR.P**

## TOURNER SEPT FOIS LA LANGUE

Xavier Bertrand demande dans un tweet : « où sont les 10 000 lits d'hôpitaux promis par le gouvernement », oubliant que lui en a supprimé 46 500 lorsqu'il a été ministre de la Santé de 2005 à 2012...

Du préfet de la Haute-Marne à propos du Ségur de la santé Haute-Marne : « *Le train du Ségur ne repassera pas* ». Tenir de tels propos dans un département où les trains se font rares et où beaucoup ne passent plus est pour le moins maladroit. Et puis, le train "Ségur" est-il un TGV ou un TER.

## LA ROCHOTTE A FROID

Les locataires des logements sociaux de la Rochotte : rues Ampère, Lavoisier, Fleming, Faraday dénoncent des températures trop basses, allant de 15 à 18 degrés, depuis l'arrivée du froid car l'hiver s'est invité très tôt cette année.

« On a beau ajouter pull sur pull, on a toujours froid et il faut un chauffage électrique d'appoint pour avoir 19°, mais tout le monde n'a pas les moyens d'augmenter ses factures. Sinon nous ne serions pas en HLM », disent certains.

Depuis le début de la vague de froid, à la Rochotte, la colère reprend de plus belle. L'air froid pénètre au niveau des ouvertures, pas d'isolation et d'une façon générale, c'est l'état des bâtiments qui pose problème dans ce quartier construit il y a une quarantaine d'années "J'ai des infiltrations d'eau par le plafond", se plaint une locataire. Pour une autre, il fait 15° dans les chambres des enfants. Quant aux personnes âgées et peu mobiles, elles sont les plus impactées par ce manque de chauffage qui fragilise leur santé. Tous notent un sérieux problème de réactivité de la part de la société qui gère le chauffage du quartier.

Le bailleur, Chaumont Habitat, n'est pas non plus épargné et accusé d'un mépris certain, ce qui motive encore plus les locataires à signer la pétition de la CGT retraités. **MARIE-ROSE PATELLI**

## LES CADRES ET LA RETRAITE

L'étude annuelle récente menée par l'UGICT-CGT (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens) sur l'opinion et les attentes des personnels d'encadrement révèle que ces salariés, comme des millions d'autres, ne sont pas dupes de la réforme des retraites voulue par Macron.

En près d'un an, et alors qu'ils n'étaient que 38% à la refuser, la barre des 50% vient d'être franchie. C'est la première fois que ce refus est majoritaire. Le fait est d'autant plus important qu'il est conforté par une majorité d'opinions considérant que le recul de l'âge du départ à la retraite n'est pas une fatalité. Si l'horizon d'un départ à 60 ans s'était quelque peu éloigné, l'étude indique que de plus en plus nombreux sont les personnels à se rallier à cette revendication.

À cette demande de plus en plus forte, vient se greffer un très large consensus : 80% des cadres, soit une proportion ultra majoritaire, entendent mettre en avant le montant des pensions qui devrait être égal à 75% de leur dernier salaire alors que le montant moyen de la retraite complémentaire (Agirc) a diminué de 18% en dix ans.

Si l'UGICT-CGT apprécie l'évolution des opinions et attentes des personnels d'encadrement, elle la considère comme un point d'appui pour faire avancer plusieurs initiatives : l'égalité du niveau des pensions entre hommes et femmes ainsi que la prise en compte du temps passé lors des années d'études... Ce qui ne serait que justice sociale. **JACK FORMET**

## MERCI, MERCI, MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL

Notre appel à la solidarité financière pour le Journal du retraité a été entendu. Merci à Jean-François, Alain, Denise, Jean-Claude, Josette, Hervé, Xavier, Marie, Francis, Jean-Claude, Jean-Pierre, Sylvie, Jean-Paul, Annie et Claude, Patrice, Michèle, Jacqueline, Jacky, Gérard, Michel et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

## SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

VOUS LISEZ AVEC INTÉRÊT LE JOURNAL DES RETRAITÉS DE CHAUMONT AIDEZ À SA DIFFUSION EN VERSANT À LA SOUSCRIPTION

Nom : ..... Prénom : .....

Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

Les brèves de ce journal ont été rédigées par : Adriana Fernandez, Marie-Rose Patelli, Pascal Pruvot, Rachid. R. et G. Tardenois

# L'URGENCE : UN MEILLEUR PARCOURS DE SOINS

Le « Ségur » annoncé et lancé avec force coups de trompette au niveau national le 17 mai 2020, une semaine après la levée du premier confinement, a manifestement été très loin de répondre aux espérances des soignants et des patients qui en attendaient des solutions concrètes. Les fermetures de lits se poursuivent et, malgré la « fulgurance de la 5e vague », la démobilisation des professionnels va parfois jusqu'à la démission. Et nous ne saurions oublier l'impasse faite sur les déserts médicaux.

La déclinaison locale a fait l'objet de multiples conférences, interventions et avis publics externes. Or le choix à formuler entre les trois scénarios proposés par le préfet (qui n'a pourtant pas grand pouvoir en matière de santé) et l'ARS, bras armé (par la finance) de l'État, via la directrice générale du Grand Est, s'il est reporté à mi-décembre, semble bien être d'ores et déjà entériné par les initiateurs.

Et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il penche plutôt vers un nouvel affaiblissement du service public hospitalier.

Le regroupement des spécialités en un seul lieu, même dans un nouvel établissement neuf, ne résoudra pas l'une des difficultés principales, « la fuite de plus de 40 % des patients ». Au mieux, ce regroupement pourrait servir le groupe privé Elsan, malgré ses cris d'orfraie, notamment depuis qu'il a, d'autorité, réplé le service accueil et visites payantes –avant et après opération– dans SA clinique. Solidement unis, les syndicats de retraités ont abordé ces problèmes de longue date. Ils rappellent qu'un tiers des habitant-e-s de Haute-Marne a plus de 60 ans et que l'espérance de vie en milieu rural est bien inférieure à celle des villes. Bien que les « décideurs », ARS et Préfet, les aient snobés, ils poursuivront sans relâche leur action sur ce sujet vital pour l'attractivité du territoire.

**G. TARDENOIS**

# LES OUBLIÉS DU SÉGUR

Après avoir cogité entre technocrates, initié des groupes de travail et des communiqués vides de contenu et de cohérence, il faut agir maintenant dans l'urgence non pas pour la santé des Haut-Marnais, mais pour pouvoir prétendre aux financements du Ségur de la santé. Passé décembre, plus d'argent ! Où est le fameux « quoi qu'il en coûte » de Macron ?

C'est la seule annonce du préfet, qui sonne comme un ultimatum, alors que le projet médical n'est même pas encore défini !

Une page entière dans le JHM sans faire allusion aux déserts médicaux, à la médecine de ville, aux médecins ruraux qui ne cessent de crier à l'abandon.

Aucune analyse des raisons qui nous amènent à la situation actuelle, c'est-à-dire à la casse depuis des années de notre système de santé, à la fermeture de lits et de services. Aucune mesure ou allusion aux personnels épuisés, écœurés, qui démissionnent car ils ne peuvent plus mener à bien leur mission.

Aucune consultation des usagers, tous âges confondus, aucune concertation autre qu'entre technocrates. La démocratie volontairement bafouée. Notre santé intéresse si elle rapporte ! Les intérêts du groupe Elsan ont davantage retenu l'attention que notre bien-vivre !

Certes, pas de médecine sans des hôpitaux avec des moyens à la hauteur, mais pas de médecine sans des professionnels de proximité, formés, disponibles et bienveillants. Le projet de soin doit avancer en cohérence avec tous les acteurs, mettre le patient au cœur et l'économique au service du projet. Autant de questions portées par l'ensemble des organisations syndicales de retraités de Haute-Marne dans leurs actions contre les déserts médicaux.

**LOUIS LAPRADE**

## CHHM\* : QUI VEUT NOYER SON CHIEN...

Qui veut noyer son chien, l'accuse de la rage, proverbe qui signifie que l'on trouve toujours un mauvais prétexte pour se débarrasser de quelqu'un ou de quelque chose. C'est l'argument choisi par le directeur du CHHM pour justifier le déclassement du CHHM\*. C'est si simple d'accuser le personnel de mauvais traitements, de peu d'empathie pour les patients, de manque de conscience professionnelle.

C'est classique, c'est simple, mais c'est surtout très lâche, calomnieux et diffamatoire. Nous l'avons dit, le CHHM avait un vrai projet de soin, partagé et soutenu par les personnels. Nous le redisons aujourd'hui.

Dans le difficile accueil de la maladie psychique, ils sont l'ultime espoir et le dernier recours pour des patients et des familles cabossées. Encore aurait-il fallu maintenir et développer les moyens nécessaires. Chacun connaît l'exode des médecins psychiatres, la stagnation des formations d'infirmiers spécialisés, les salaires au 16è rang mondial, les fermetures de lits. Mais ce directeur n'est qu'un instrument au service de l'ARS\*\* et de l'Etat qui sont les véritables responsables de cette situation et de la misère sanitaire, toutes spécialités confondues dans notre département.

Nous sommes solidaires des personnels soignants honteusement accusés. **LL**

\* Centre Hospitalier de Haute-Marne

\*\*ARS : Agence régionale de santé



## PRENEZ CONTACT/ADHÉREZ

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Mail : ..... Tél : .....

Mail [secretariat@cgtretraites-chaumont.fr](mailto:secretariat@cgtretraites-chaumont.fr)

Tél : 06 79 61 00 78

RENOYER : SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT 24 AV. DU GÉNÉRAL LECLERC 52000 CHAUMONT

## UNE DERNIÈRE BRÈVE SUR LE SÉGUR

Tout en toc, en esbroufe. Ce sont quelques uns des mots que nous employons à propos du Ségur de la santé Haute-Marne.

Une nouvelle preuve nous en est fournie dans le JHM du 1er décembre. Sous le titre très évocateur « Le coup de sang des généralistes », l'article évoque la colère des médecins généralistes et hospitaliers de Langres.

Invités au Ségur, c'est bien la moindre des choses, ils ont reçu un mail de la préfecture, les informant qu'il était préférable qu'ils « restent à leur cabinet ». Le représentant des médecins généralistes n'y va pas par quatre chemins... On nous propose trois scénarios, mais on ne nous a pas demandé notre avis, déclare le docteur François Molli à la presse. D'ailleurs, il semble bien, comme nous nous en faisons l'écho, que la mise en œuvre du scénario pas encore choisi soit appliquée. Le déménagement de certains secteurs de l'hôpital a déjà commencé... Scénarios écrits par le préfet, l'ARS et les cliniques privées, acteurs triés sur le volet, c'est quoi, du toc, de l'esbroufe, de la camelote, du grand bla-bla ? En tout cas, rien à voir avec l'avenir de la santé en Haute-Marne...

## LA CGT N°1 À LA RATP

Avec 35,28% , +5,17% et un gain de 2 300 voix, la CGT redevient la 1ère organisation syndicale à la RATP. Quand la CGT avait perdu la première place, les articles n'avaient pas manqué de parler d'un déclin historique. Et là, il s'agit de quoi, messieurs ?

## ÇA CHAUFFE À L'ÉLYSÉE ...contrairement à la Rochotte

En 2020, les factures de chauffage s'élèvent à 345 159 € et les factures d'électricité à 412 881 €, ce qui correspond à 2 246 602 kWh et 278 463 litres de fioul. Et, il ne fait pas 16 degrés dans les salons !

## SONDAGE : LE POUVOIR D'ACHAT, PRIORITÉ ABSOLUE DES FRANÇAIS

Le pouvoir d'achat est la priorité absolue de l'élection présidentielle à venir pour les Français, devant la santé, l'immigration, la sécurité, la lutte contre le terrorisme ou encore l'environnement et le chômage, confirme un sondage Odoxa pour Europe1 publié lundi 29 novembre. Pour quelque 90% des Français, le pouvoir d'achat est un sujet

de préoccupation très important ou assez important.

**80% des Français** ont le sentiment que le pouvoir d'achat a plutôt eu tendance à se dégrader depuis les 12 derniers mois. Et une immense majorité (94%) pense que les confinements subis depuis un an et demi ont entraîné une accélération de la hausse des prix et de l'inflation

SONDAGE ODOXA AVEC AFP

## FORÊT HAUT-MARNAISE

### LA COLÈRE DES AGENTS FORESTIERS

Malgré les promesses préfectorales/électorales et les grandes envolées lyriques sur l'absolue nécessité de s'attaquer -enfin- aux conséquences du réchauffement climatique sur la forêt, celle-ci est en train de mourir. Pire, alors qu'il faudrait mettre les moyens pour s'attaquer aux maladies qui la menacent, les syndicats de l'ONF (CGT et SUD) dénoncent la politique du gouvernement et de la direction de l'Office qui visent à de nouvelles coupes claires dans l'emploi. 500 nouvelles suppressions de postes sont annoncées.

Une politique dont le seul objectif est de faire du profit avec la vente du bois, avec pour conséquence la destruction d'une des principales richesses environnementales. Notre pays, qui pouvait s'enorgueillir d'avoir un des principaux massifs forestiers d'Europe, dans lequel, nous le soulignons (Journal du syndicat N°263), la Haute-Marne tient une place de choix, se retrouve confronté à une crise écologique majeure. Nous avions dans le même numéro (photos à l'appui) dénoncé l'exploitation industrielle du bois sans autre considération que l'appât du gain. On sait où cela conduit : l'appauvrissement et la destruction des sols et des conséquences désastreuses pour la biodiversité. Sans parler des abatteuses qui saccagent et déchiquètent les forêts. Avec la bénédiction des pouvoirs publics... Les photos que nous avions publiées avaient été prises dans la future réserve intégrale du Parc National !

Apparemment, la soif de profits n'a pas de fin et les syndicats dénoncent (Affranchi du 26 novembre) cette politique de l'État qui est en train de couper à blanc des parcelles entières, entre 300 et 500 hectares en Haute-Marne. Et la lutte contre les scolytes n'explique pas tout. L'exemple du Puits-des-Mèzes est édifiant : deux fois 40 hectares coupés à blanc pour 10 mètres cubes d'arbres malades. « *Le reste était vert, on est allé constater sur place* », précisent les syndicats (L'Affranchi).

Comme ils le revendiquent, il faut des effectifs supplémentaires et surtout sortir d'une logique financière qui sacrifie la forêt et les humains sur l'autel du profit...

Le préfet de Haute-Marne avait promis aux syndicats de réunir une commission pour s'attaquer à ce dossier urgent. Des propos vite oubliés. Les agents forestiers ont décidé de le lui rappeler. C'est important, là-aussi, il y va de l'avenir du département...

RICHARD VAILLANT



### Des milliers de retraitées et retraités dans les rues de Paris !

Jeudi 2 décembre, plus de 25 000 retraités ont défilé de Denfert-Rochereau à la place des Invalides pour se faire entendre d'un gouvernement sourd aux préoccupations des retraités. Nous reviendrons la semaine prochaine sur ce grand événement social.